

Monsieur Éric Berroche
Adjoint au Maire,
Délégué aux Quartiers
Le Blosne et Bréquigny

Le 10 octobre 2016

Président du Groupe Communiste

Téléphone : 02 23 62 13 82

Télécopie : 02 23 62 13 89

e.berroche@ville-rennes.fr

Conseil Municipal du 10 octobre 2016

Intervention liminaire d'Éric Berroche à propos de La Poste

Les annonces de fermeture de 7 bureaux de poste dans notre ville suscitent une légitime inquiétude et mobilisent nombre de nos concitoyens.

Ce constat conforte l'attachement des Rennaises et des Rennais aux services publics tout comme aux politiques que nous déployons sur l'ensemble du territoire de la ville.

C'est d'ailleurs au nom de ces principes qu'en plusieurs occasions, nous avons indiqué au groupe "La Poste", notre attachement à un service postal de qualité fondé, notamment, sur la proximité de ses bureaux.

Nous l'avons dit et, Madame la Maire, vous l'avez même écrit en affirmant des exigences plus soutenues en particulier pour les quartiers prioritaires.

À notre demande, nous avons même eu une rencontre avec La Poste pour présenter spécifiquement la rénovation du Blosne, la centralité que nous allons créer autour de la place Zagreb et notre volonté d'y accueillir un bureau de poste.

Depuis d'autres discussions ont eu lieu et nous attendons qu'elles se poursuivent.

Ce dialogue doit permettre, à notre sens, de conforter la qualité du service aux usagers de La Poste en les assurant, en particulier, de pouvoir accéder à un bureau de poste et à des services postaux dans une proximité raisonnable.

Nous nous fondons nous-mêmes sur ce critère, celui de la distance et du temps, pour prendre des décisions en matière d'accès au transport collectif ou aux jardins publics de la ville.

Enfin, il m'apparaît utile de rappeler à celles et ceux qui amalgament les décisions de La Poste avec nos propres responsabilités que la situation que nous contestons aujourd'hui relève de choix politiques, d'une dérèglementation organisée par la droite au milieu des années 2000.

Nous nous honorons, au titre de nos convictions communistes, d'avoir contesté l'ouverture à la concurrence des activités les plus rentables et l'obligation faite à la poste seule de porter le service universel, choix dont nous savions qu'il contenait le risque de sa fragilisation.

Ceci s'est d'abord manifesté dans les territoires ruraux et nous comprenons aujourd'hui, en le désapprouvant, qu'il impacte ce service public, et d'autres, au cœur des villes dont la nôtre.

Nous voulons assurer toutes celles et tous ceux qui ne l'acceptent pas de notre vigilance et de notre détermination à défendre et développer, dans les conditions de notre temps, l'ensemble des services publics.